



## **CONTRAT NOUVELLE EMBAUCHE CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE**

### **SOLDES : TOUT DOIT DISPARAITRE !**

**Code du travail condamné, conventions collectives dénoncées, protection des travailleurs sans emploi-supprimée... Toutes les attentes du MEDEF sont peu à peu satisfaites par le gouvernement.**

Pendant que le patronat continue sa campagne de licenciements massifs (800 licenciements décidés chez SEB il y a peu), le gouvernement veut nous faire croire que les ennemis de l'emploi sont le Code du travail, les réglementations, les cotisations patronales etc. ... : le patronat, accablé par les cotisations sociales et contraint par le code du travail, ne pourrait pas embaucher comme il le voudrait.

**CPE /** Après le contrat nouvelle embauche, le contrat première embauche est le nouveau coup porté par le gouvernement au Code du travail. Deux ans de licenciement possible sans justification, exonération des cotisations patronales et pour finir une indemnisation chômage de 460 euros par mois pendant- deux mois seulement. Il s'agirait ainsi de créer des emplois tout en favorisant l'insertion des jeunes dans la vie active.

#### **Qui peut croire ces mensonges ?**

Qui peut croire un instant que les jeunes vont pouvoir ainsi entrer solidement dans la vie active et devenir autonomes ? Avant le CPE, une majorité de jeunes devaient déjà se loger chez leurs parents, faute de revenus suffisants. Avec le CPE, l'accès au crédit et au logement deviendrait impossible : quelles banques prêteraient de l'argent, quels propriétaires loueraient un logement, à un jeune licencié à tout moment ?

Le gouvernement ne retient pas la leçon des événements des banlieues de novembre 2005, qui ont souligné l'absence de confiance des jeunes en l'avenir et le mépris que ressentent les jeunes des quartiers dits sensibles. Le CPE, un symbole d'espoir et de respect ? Il ne ferait qu'aggraver la précarité et le désarroi de la jeunesse. L'apprentissage à 14 ans est déjà une insulte faite aux jeunes et aux exigences d'une éducation de qualité pour tous, en même temps qu'un contresens économique.

Alors que des études prouvent que les entreprises tirent profit, en terme de productivité, d'un haut niveau de formation, de statut et de salaire de leurs salariés, elles ont depuis longtemps recours aux CDD, à l'intérim et peuvent réduire facilement leurs effectifs grâce aux dispositifs existants. Rien ne les empêche de licencier, même lorsqu'elles font des bénéfices. Au fil des années, les gouvernements successifs ont fourni

au patronat les moyens légaux de licencier de plus en plus facilement et de recourir à l'emploi jetable, pour plus de profit des actionnaires à court terme, mais certainement pas pour la bonne santé économique des entreprises (la productivité française est reconnue comme la meilleure du monde, ce qui attire de nombreux investisseurs étrangers, mais elle ne risque pas de le rester longtemps, avec les coups portés à l'Education et au Code du travail).

Le patronat ne s'est pas privé de ces « aides » gouvernementales, l'augmentation constante du chômage et la précarisation des emplois étant là pour le prouver, malgré le maquillage des radiations de l'ANPE. Et ce n'est pas une nouvelle mesure comme le contrat première embauche qui va changer cela. Au contraire. Quant aux baisses de cotisations, les dizaines de milliards qui ont été accordés au patronat ces dernières années n'ont servi qu'à engraisser un peu plus les actionnaires et à creuser toujours plus les déficits des caisses de l'UNEDIC, de la sécurité sociale, sans que pour autant une pluie d'emplois (annoncée) nous ait inondés.

Le vrai objectif du CPE est de détruire le contrat à durée déterminée et toutes les protections qui s'y rattachent. Comment monter un syndicat, faire appliquer sa convention collective, défendre ses droits quand on a le statut d'un journalier et qu'on risque son emploi ?

# Le code du travail liquidé

**A travers ce coup porté à la jeunesse qu'est le CPE,  
c'est tout le plan de destruction des conquêtes sociales qui continue.**

D'un côté, on met la pression sur les travailleurs privés d'emploi en réduisant massivement, en baissant leurs allocations ou en les supprimant. De l'autre, on contraint ceux qui ont un emploi à accepter des reculs sociaux, la fin des 35 h, des baisses de salaires, la précarité, etc ... Prochaines victimes, les CDI, les fonctionnaires, et ce qui reste des services publics ? Prime d'exécution touchée par les actionnaires ?

**La situation sociale devient critique et la misère progresse à pas de géants.**

Les nouveaux contrats précaires plongent des dizaines de milliers de travailleurs dans une pauvreté durable, 12 millions de français vivent avec moins de 843 euros par mois et 4 millions mangent aux restos du cœur (chiffres de l'INSEE).

Des dizaines de milliers de travailleurs privés d'emplois se sont fait radier des Assedic et sont allés grossir le 1 200 000 de RMistes. Le quart des sans domicile fixe sont des travailleurs dont les salaires ne leur permettent pas de trouver un logement. Des intérimaires dorment dans leur véhicule sur des parkings de zone industrielle ... Pour le confort des cartons et des voitures sans doute ...

**La seule réponse du MEDEF/UMP à tout cela**

***Toujours plus de précarité et de sécuritaire.***

Les usines ferment, les prisons s'ouvrent. Quand Guillaume Sarkozy, grand patron du textile, délocalise des usines en Chine, son frère Nicolas, ministre de l'Intérieur, envoie les CRS contre les salariés et les syndicalistes, surtout quand ces derniers luttent contre des délocalisations ou des suppressions de postes. C'est une mécanique bien huilée. Combien de temps encore allons-nous supporter les régressions sociales et laisser agir les «Social killers» alors que les bénéfices des entreprises françaises ont augmenté de 24% en 2005, que les patrons français sont les mieux payés du monde après les Etats-Unis (100 000 euros par mois rien qu'en retraite complémentaire pour l'ex PDG de Carrefour),

quand la plupart des petits patrons ne se reconnaissent pas dans le MEDEF ?

Contre le CPE et la destruction de nos conquêtes sociales, il est grand temps de se mobiliser. La collaboration, les poignées de main, les signatures résignées au bas d'un plan « social », les courbettes devant un patronat arrogant, ça suffit !

Certains peuvent espérer des prochaines élections un gouvernement moins à la botte du patronat. !? Pour cela, il faut porter au pouvoir des candidats porteurs d'une véritable alternative de gauche, répondant aux besoins réels des citoyens et favorisant la démocratie participative, dans l'entreprise comme dans la société, car le salut ne viendra pas d'en haut.

**Nous, enseignants, en appelons à un sursaut citoyen, alors que le service public d'Education est lui aussi attaqué de toutes parts. Une société de progrès a besoin d'une jeunesse bien formée (accès aux savoirs, savoir-faire, solidarité, travail en équipe, esprit critique, créativité) et confiante en l'avenir.**